

La grippe espagnole à Tours : un épisode méconnu à la fin de la guerre 14-18

Jean-Luc PORHEL*

En ce début d'automne 1918, la municipalité de Tours, tout comme la population tourangelle, a pour préoccupation première l'évolution des combats sur le front, où sont impliqués les régiments tourangeaux. C'est ainsi que lors de la séance du conseil municipal du 13 août est votée une motion pour transmettre au président du Conseil et au Général Commandant en chef « L'expression de la gratitude profonde et de la confiance absolue des habitants de la ville de Tours dans l'armée et dans ses illustres chefs », répondant à « la magnifique offensive de nos troupes, présage certain de la libération du territoire » (AMT 1D107, folio 544).

L'avocat Camille Chautemps, qui assure la fonction de maire par intérim depuis le décès de son prédécesseur, le 29 janvier 1917, ne s'imagine donc pas qu'une épidémie de grippe est en train de gagner sa ville, et va s'y répandre avec rapidité.

Une provenance américaine ?

Originnaire probablement de Chine, cette épidémie a peut-être été transmise par des travailleurs chinois affectés au front. Le virus a ensuite gagné rapidement tous les États-Unis, où il aurait muté pour devenir mortel. La grippe devient alors une pandémie, lorsqu'elle passe des États-Unis à l'Europe, puis au reste du monde.

Sa propagation en France où elle fait plus de 200 000 morts, a un écho très limité, en raison de la censure. Seule l'Espagne, pays neutre, publie librement des informations sur cette épidémie ce qui lui vaudra le nom de « grippe espagnole ».

La présence à Tours d'une forte garnison américaine a-t-elle favorisé la diffusion de cette maladie ? En janvier 1918, le transfert à Tours des services administratifs et techniques du corps expéditionnaire américain y amène la présence de plusieurs milliers de « sammies » et de personnel civil, ayant des relations étroites avec la population tourangelle. Dans sa logistique bien rôdée, l'état-major américain dispose d'un hôpital temporaire très bien équipé. Cet établissement, qui fut ouvert en août 1914 dans l'École supérieure des jeunes filles, rue des Ursulines, lui est affecté le 24 janvier 1918. Par ailleurs, l'action des Américains est remarquable dans le domaine de l'hygiène. Ainsi, ils mettent en œuvre une stérilisation de l'eau potable par le chlore. Toutes ces précautions ont certainement eu des répercussions positives sur le nombre de décès. Les inhumations effectuées par les autorités américaines dans le carré du cimetière que la municipalité leur a affecté s'élèvent à 351 à partir du 30 mai 1918. Ce chiffre est déjà important, mais aurait pu être encore plus élevé. La gestion des inhumations étant de la responsabilité de l'administration américaine, les sources locales ne permettent pas d'isoler les décès dus à la grippe.

La 9^e Région militaire dont dépend Tours est, par ailleurs, dotée d'un service de santé dont l'organisation a été anticipée avant même le déclenchement du conflit. À Tours, l'organisation hospitalière est exemplaire. Un hôpital militaire est complété par une vingtaine d'hôpitaux temporaires, complémentaires ou auxiliaires, ouverts dès août 1914 dans les établissements d'enseignement, ainsi que des communautés religieuses. Cette infrastructure hospitalière fait de la ville un centre de soins de premier ordre.

* Président des Amis de l'Académie de Touraine.

Propagation de la pandémie

Grâce aux rapports que le préfet d'Indre-et-Loire et le maire de Tours demandent aux médecins de leur adresser, à compter du 1^{er} octobre 1918, la marche évolutive de la maladie peut être suivie avec précision. Les premiers cas de grippe sont signalés dans le courant de juin 1918. Le premier décès est déclaré en juillet, le seul durant ce mois. Puis, la maladie s'étend progressivement, provoquant en août 6 décès et 37 en septembre, pour atteindre son apogée en octobre avec 210 cas mortels. Ensuite, elle connaît une décroissance progressive, qui passe de 55 décès en novembre à 36 en décembre (AMT 5J5). Cette décroissance est certainement le résultat de l'application des mesures sanitaires imposées par la mairie. Le début de l'année 1919 est préoccupant avec une nette augmentation des morts : 64 en janvier, mais surtout 99 en février. Fort heureusement, en mars, les décès chutent à 22, trois seulement en avril, un seul en mai, puis plus aucun dans les mois suivants. L'épidémie de grippe qui a duré à Tours de juin 1918 à mai 1919 a donc provoqué la mort de 533 personnes pour une population totale de 73 398 habitants.

Ce chiffre officiel établi par le service municipal de l'hygiène est élevé. Mais traduit-il la réalité ? Une autre source non attribuée indique des données hebdomadaires de décès nettement plus importantes : 210 contre 338 pour octobre et 55 contre 190 pour novembre. Si l'on compare les chiffres établis par Pierre Darmon (Darmon, p. 153-175) pour la situation nationale, à savoir un décès pour 240 habitants et 42 décès pour 10.000 habitants, la létalité à Tours est plus élevée : deux décès pour 138 habitants et 73 décès pour 10.000 habitants, en se basant sur les données officielles.

Les secteurs les plus atteints sont les quartiers pauvres des bords de Loire. Les restrictions de la guerre y ont affaibli davantage la population, déjà fragile. Cela va du quartier La Riche-Lamartine au quartier Blanqui, en concernant aussi le quartier Paul-Bert. D'autres secteurs urbains où vit une population ouvrière sont aussi durement touchés. C'est le cas des quartiers cheminots Blaise-Pascal et La Fuye, et celui des casernes, à Saint-Sauveur et au Morier.

Les cas de grippe y sont extrêmement nombreux et souvent très graves. Dans chaque famille, tous les membres sont atteints. L'épidémie se complique souvent en congestion pulmonaire. Cela provoque la mort en trois jours dans la majorité des cas (AMT 5J16).

L'aide de l'administration militaire

Ce sont dans ces hôpitaux militaires qu'apparaissent les premiers cas de grippe, en juillet 1918. La vigilance du corps médical de l'armée est profitable à l'administration municipale, lorsque la maladie connaît une importante propagation. Ainsi, le service de Santé de la 9^e Région militaire apporte de précieux conseils à la mairie de Tours pour la guider dans les mesures à prendre : désinfection des lieux publics, des salles de spectacles et de tout lieu de réunion, conseils à prodiguer à la population qui commet encore des imprudences, malgré les recommandations. La municipalité s'inspire de ces recommandations pour rédiger l'avis qu'elle diffuse à la population, le 31 octobre 1918.

Au moment du pic de l'épidémie, en octobre 1918, l'administration militaire apporte son aide à la municipalité. Tout d'abord pour assurer les inhumations, elle affecte une main d'œuvre d'Annamites, qu'elle renforce bientôt par des prisonniers allemands. Par ailleurs, à compter du 12 octobre, elle assure elle-même le convoi des soldats décédés dans les hôpitaux, allégeant ainsi le service des pompes funèbres.

Dans le domaine médical, le service de santé de la 9^e Région militaire décide, le 1^{er} novembre 1918, de mettre à disposition de la mairie autant de pharmaciens militaires qu'il sera nécessaire, pour créer une permanence de jour et de nuit. Enfin, elle affecte quatre infirmiers annamites pour aider à la mise en bière des civils décédés, le 2 novembre 1918.

Attitude de l'administration locale

Le préfet d'Indre-et-Loire, Le Bourdon, est le premier à prendre des mesures prophylactiques adaptées. Sur saisine du ministre de l'Intérieur, il adresse, le 1^{er} octobre 1918, une lettre circulaire à tous les médecins du département. Il leur demande de lui fournir des rapports mensuels sur les cas observés. Il leur ordonne aussi d'effectuer une désinfection, si elle leur paraît nécessaire. Le préfet se montre insistant sur l'implication des médecins, dont la collaboration sera précieuse contre l'épidémie menaçante.

De son côté, la municipalité de Tours a pris conscience du problème. Dès les premiers jours d'octobre 1918, quelques conseillers municipaux interpellent le maire sur les mesures qu'il entend prendre, en particulier pour l'inhumation des décédés. Camille Chautemps s'exprime longuement sur l'épidémie de grippe lors de la séance du conseil municipal du 9 octobre. Il indique sa « préoccupation face à cette angoissante question ». Devant l'épidémie de grippe qui sévit alors sur la ville, il recommande le calme : « il importe de ne rien exagérer et de ne pas effrayer inutilement la population ».

D'après les renseignements qu'il a recueillis, même si les cas sont nombreux, ils restent bénins. Selon lui, si le malade prend la précaution de s'aliter, la maladie ne provoque aucune suite sérieuse. Les décès constatés sont dus à des complications pulmonaires et restent exceptionnels et moins nombreux que dans des villes de même importance.

L'optimisme qu'affiche Camille Chautemps vise à rassurer ses collègues et la population, évitant ainsi des mouvements de panique. Néanmoins, il a conscience du risque. Opposé à la fermeture des établissements publics, il tient à sensibiliser le corps médical sur son rôle d'information auprès des familles. Il prône l'isolement complet des malades et la vigilance dans les mesures d'hygiène. Toutefois, il décide de prendre des mesures d'urgence, face à l'augmentation des inhumations et à l'incapacité du service des pompes funèbres d'y répondre (AMT 1D107, folio 578).

Mais, alors que la maladie progresse, le maire se résout à prendre des initiatives de plus grande envergure. Le 31 octobre, il demande à son adjoint G. Marchais de diffuser à la population un avis quant à l'attitude à tenir face à la maladie. À nouveau, la municipalité se montre rassurante : « on rapporte la diminution sensible du nombre des décès pendant ces derniers jours. Il apparaît avec évidence que l'épidémie de grippe est maintenant en décroissance ». Néanmoins, l'avis diffusé à la population vise à lui rappeler l'obligation d'une collaboration active et constante pour l'application des mesures prises par la municipalité. Celles-ci concernent l'hygiène publique aussi bien qu'individuelle. Des conseils précis sont donnés : se protéger la bouche et le nez au contact d'un malade, ne pas abuser d'alcool, rester au chaud, ne pas sortir inutilement, aérer les maisons par beau temps, les laver à grande eau.

Inhumation des morts

L'inhumation des morts dus à l'épidémie de grippe est une forte préoccupation de la municipalité, au moment de sa progression en octobre 1918. Dès les premiers jours du mois, des conseillers municipaux rapportent au maire la situation délicate du service des pompes funèbres qui se trouve surchargé, devant assurer en moyenne 15 convois journaliers. Il arrive que des corps restent 4 à 5 jours sans être inhumés et que, face à l'urgence, des sépultures soient effectuées à des heures tardives, comme à 6h30 du soir. Ces élus demandent au maire de solliciter les autorités militaires pour obtenir des prisonniers ou des militaires pour aider aux inhumations. Le 9 octobre, Camille Chautemps indique au conseil municipal avoir obtenu la mise à disposition de soldats pour creuser des fosses (AMT 1D107, folio 578). Ainsi, à compter du 12 octobre 1918 et jusqu'au 14 janvier 1920, l'administration militaire assure par ses propres moyens les convois mortuaires des soldats décédés dans les hôpitaux.

À cette même époque, le service des pompes funèbres décide de faire appel à la main d'œuvre annamite, pour aider son personnel exténué. Mais ce renfort ne dure qu'un mois. En effet, « les habitants de Tours ayant une certaine répugnance à confier leurs morts à ces petits hommes jaunes d'aspect malingre et pourtant bien dévoués, ils préféraient les figures bien connues du vieux personnel des pompes funèbres » (AMT H94 provisoire).

L'augmentation importante des morts faisant craindre des risques pour la santé publique, le maire promulgue, le 21 octobre 1918, un arrêté facilitant la sépulture qui doit être rapide. Cet arrêté simplifie temporairement les cérémonies funéraires. La mise en bière aura lieu au plus tard dans les 24 heures et le service religieux sera allégé (AMT 2D15, folios 5 et 6).

L'arrêté est publié dans les journaux avec un commentaire du maire qui précise les conditions d'inhumation des militaires et qui annonce un renfort de soldats pour assurer les sépultures civiles. Il en profite pour démentir la rumeur d'une rupture dans la fourniture des cercueils (AMT 123C9).

Mesures sanitaires et médicales

Systématiquement, la municipalité fait procéder à la désinfection des établissements municipaux où se sont déclarés des cas de grippe. Ainsi, le 21 octobre, le maire décide de procéder à la désinfection de tous les locaux scolaires. Il fait aussi intensifier le nettoyage des rues et la vidange des fosses d'aisance. Pour ce travail laborieux, il demande une aide exceptionnelle de 12 hommes au commandant de la 9^e Région militaire.

Bien que l'épidémie de grippe soit en décroissance, à en juger par la diminution de la mortalité constatée durant les derniers jours d'octobre, Camille Chautemps tient à rester au courant aussi exactement que possible de la marche évolutive de la maladie. Pour cela, il adresse, le 31 octobre, une lettre circulaire à tous les médecins de la ville leur demandant de lui fournir un état des cas qu'ils ont à traiter.

En octobre, la municipalité met en place un service médical de nuit, dans lequel s'engagent les médecins libéraux qui ne ménagent pas leurs efforts. Certains assurent des visites dans les écoles. Afin que les malades puissent bénéficier d'une assistance rapide, le maire impose au service des fiacres d'assurer le transport prioritaire et à prix réduit des médecins auxquels elle fait appel, notamment durant la nuit. Mais ceux-ci sont peu coopératifs et les plaintes se multiplient à leur encontre. Cela épuise les médecins qui font part de leur fatigue et de leur surmenage. En complément de ce service médical, la mairie met en place une pharmacie municipale de nuit, à compter du 26 octobre. Quelques pharmaciens y assurent l'exécution des ordonnances urgentes en cours de nuit.

En dehors de la désinfection des écoles, la municipalité veille à la santé des enfants. Afin de ne pas faire courir aux élèves des risques en cette période d'épidémie, le maire décide de supprimer la traditionnelle cérémonie de remise de fleurs à laquelle ils participent le jour de la Toussaint, au cimetière communal de La Salle. Cette cérémonie sera remplacée par une causerie faite en classe par les maîtres (AMT 5J16).

Incidence sur l'activité économique

La propagation de la grippe touche tous les secteurs d'activités. Ainsi, le 4 octobre, le commissaire de police écrit au maire pour lui rapporter la situation difficile de son service, un gendarme étant récemment mort de la grippe et plusieurs autres étant atteints de la maladie. Il demande une désinfection des locaux. Mais l'épidémie progresse et le commissaire annonce au maire, le 18 octobre, que dans son service 13 agents sont contaminés, rendant l'exécution de son travail très difficile.

Par ailleurs, l'épidémie sévit durement dans les maisons de tolérance, où le commissaire de police signale, le 15 octobre 1918, des cas de grippe dans des proportions inquiétantes dans deux établissements. Dès le 10 octobre, deux femmes sont hospitalisées. L'une décède le 15 octobre. D'autres cas apparaissent le 13 octobre. Afin de juguler la propagation, la municipalité décide la fermeture temporaire de la maison close « L'Etoile Bleue » et la désinfection de celle du « Petit Soleil ».

De son côté, le directeur de la Compagnie des tramways de Tours signale, le 29 octobre, que l'épidémie de grippe perturbe son service. Il manque de personnel, ce qui lui impose de supprimer des rotations sur deux lignes. Il en profite pour rassurer le maire sur la bonne application des mesures de désinfection des voitures (AMT 5J16).

Conclusion

À Tours comme dans beaucoup de villes françaises, l'épisode de la grippe espagnole a été géré de manière feutrée. Pour les autorités publiques, il importait de ne pas créer de mouvement de panique, dans une situation déjà critique pour une population moralement épuisée par quatre ans de guerre. Il a donc fallu faire comme si la grippe n'existait pas, ou du moins en minimiser les conséquences. Relatant une situation sérieuse, mais pas alarmante, la préfecture et la mairie réagissent avec un certain recul. Toutefois, le maire Camille Chautemps multiplie les initiatives dont les effets sont notoires. Avec 533 décès déclarés, la ville de Tours affiche un niveau important de victimes, nettement supérieur à la moyenne nationale. Pourtant, la municipalité minimise l'impact de l'épidémie. Celle-ci aurait dû être nettement plus dramatique si la ville de Tours n'avait disposé d'une infrastructure hospitalière solide, opérationnelle dès le début du conflit.

Les nombreux hôpitaux militaires y complètent l'hospice général où interviennent d'éminents professeurs de l'École préparatoire de médecine et de pharmacie. À ce titre, l'attitude du docteur Henry Barnsby est tout-à-fait représentative. Chirurgien à l'hospice général et professeur de clinique chirurgicale à l'École de médecine et de pharmacie, il est affecté au début du conflit à l'hôpital auxiliaire n° 2, installé au couvent de la Grande Bretèche. Mobilisé, il est nommé dans différentes structures sanitaires. Après l'armistice, il dirige le premier secteur chirurgical de la 9^e Région militaire. Il est affecté à l'hôpital complémentaire n° 2, établi au lycée Descartes. Il décède le 6 février 1919 de la grippe espagnole.

BIBLIOGRAPHIE

AMT 1D107. Archives municipales de Tours, délibération du Conseil municipal, 13 août 1918 folio 544.

AMT 1D107. Archives municipales de Tours, délibérations du Conseil municipal, 9 octobre 1918.

AMT 2D15. Archives municipales de Tours, arrêtés du maire.

AMT H94 provisoire. Archives municipales de Tours, affaires militaires.

AMT 5J5. Archives municipales de Tours, statistiques sanitaires mensuelles.

AMT 5J16. Archives municipales de Tours, dossier « Épidémie de grippe de 1918 ».

AMT 123C9. Archives municipales de Tours, La Dépêche, 23 octobre 1918.

DARMON Pierre, « Une tragédie dans la tragédie : la grippe espagnole en France (avril 1918-avril 1919) », *Annales de démographie historique*, 2000, pages 153 à 175.